



Polémique sur les perspectives financières de Presstalis

Rebaptisées Presstalis, les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) seraient "à neuf mois du dépôt de bilan", affirmait hier le site d'information économique Ec089. Ce dernier s'appuie sur le compte-rendu d'un conseil d'administration de la Coopérative de la presse périodique (CPP) tenu le 25 septembre et cite des "propos extrêmement alarmants" sur la situation du groupe dans son ensemble. Plusieurs administrateurs (M. Pierre PUS, directeur général adjoint de Presstalis, directeur des affaires administratives et financières, et M. Xavier ROMATET, président de Condé Nast France) auraient ainsi demandé le gel du plan de départs volontaires, afin de "passer le cap difficile de trésorerie d'août 2010".

Un autre aurait même suggéré "d'aller jusqu'au dépôt de bilan", incitant un dernier à souligner la nécessité de reconstituer les fonds propres de l'entreprise d'ici un an qui, si elle n'est pas réalisée, rapprochera (Presstalis) d'une telle décision".

Ces débats de fin septembre contrastent avec les récents propos rassurants du directeur général de Presstalis Remy PFLIMLIN selon lequel "la question de la trésorerie ne se pose pas aux NMPP à court terme" (cf. "CP" du 11 décembre 2009). "Elle pourrait se poser à moyen terme si le volume d'affaires continue à baisser". Pour autant, M. PFLIMLIN ne voit pas de "difficultés importantes" dans les "projections 2010", avait-il clamé il y a quelques jours. Tout en lançant que "s'il y a un problème de trésorerie, il faudrait examiner la possibilité de payer plus tard les éditeurs". Enfin, la baisse du chiffre d'affaires se stabiliserait à -7 % pour l'année 2009. Presstalis a donc procédé hier à une nouvelle mise au point.

Au sujet de la reconstitution des fonds propres, le groupe a relevé hier un "décalage" dans le processus, crise oblige : "la question fait régulièrement l'objet d'échanges, en particulier cette année, du fait de l'accélération de la baisse des ventes et des difficultés induites", analyse Presstalis qui rappelle que la problématique remonte à 2008 du fait de la provision de 62 millions d'euros inscrite dans les comptes en 2007 pour financer notamment les départs en préretraite d'environ 300 salariés. La "situation difficile" du secteur est encore évoquée quant à la trésorerie du groupe : le rythme et le niveau des encaissements pâtissent de la "forte baisse" de l'activité. "Ces éléments sont suivis attentivement, toutes les hypothèses sont discutées, mais il n'a jamais été question d'autre chose que de tensions ou de situations très particulières, comme celle spécifique et anticipée du mois août 2010 du fait du faible volume d'activité en cette période estivale", insiste le distributeur.

Quant au "plan d'économies et de développement", il se déroule "conformément à ce qui était prévu (...). A fin octobre 2009, les charges annuelles étaient mêmes inférieures au budget prévu de 3 millions d'euros. Le montant global d'économies était prévu à 30 millions d'euros à l'issue du plan. Face à la crise aggravée cette année, ce montant a été relevé à 50 millions d'euros (soit 15 % des charges) grâce au déménagement, à de nouvelles économies dans les centres ainsi qu'au siège social", précise Presstalis qui met enfin en exergue sa "politique volontariste de développement et d'amélioration du réseau (développement des points de vente, assortiment et plafonnement, etc.), de même que le développement de nouvelles activités se poursuit (accord avec Kiala, extension de l'accord avec Editis notamment)".